

**DELEGATION DE L'EXPLOITATION
DES MARCHES PUBLICS D'APPROVISIONNEMENT**

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE 2018

Article L 1411-3 du Code Général des Collectivités territoriales

- SAINT-DIZIER -

SOMMAIRE :

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE 2018	1
1. LISTE DES MARCHES.....	3
2. APPLICATION DU CONTRAT.....	4
2.1. Application des tarifs.....	4
2.2. Autres applications et évolution du contrat.....	4
3. EXPLOITATION	5
3.1. Analyse du contexte et évolutions ponctuelles des périmètres.....	5
3.2. Application du règlement et relationnel commerçants.....	5
3.3. Fréquentations et mouvements.....	5
3.4. Personnel d'exploitation.....	7
3.5. Suivi des évolutions réglementaires :.....	7
3.5.1 Présentation d'un successeur	7
3.5.2 Obligation de traitement des bio-déchets.....	7
3.5.3 Interdiction des sacs plastiques.....	7
4. SUIVI TECHNIQUE.....	8
4.1. Entretien courant. Matériel d'exploitation.....	8
4.2. Travaux.....	8
5. COMPTES DE L'EXERCICE AFFERENTS A LA DELEGATION	9
5.1. Commentaires préalables.....	9
5.2. Comptes de l'exercice	9
6. SYNTHESE GENERALE	10
6.1. Analyse qualitative du service.....	10
6.2. Indicateurs qualitatifs	10
7. ANNEXES	11

1. LISTE DES MARCHES

Marché du CENTRE

Marché du VERT BOIS

Marché CHAPLIN

2. APPLICATION DU CONTRAT

2.1. Application des tarifs

Les tarifs appliqués au cours de cet exercice sont restés ceux fixés dans l'article 13 et l'annexe 1 du contrat du 1^{er} juillet 2017.

En raison d'une erreur de transcription, le tarif des abonnés du marché du Vert Bois est resté le même en 2018 qu'en 2017. Cette erreur a été rattrapée par auprès de tous les abonnés par remboursements individuels en 2019.

2.2. Autres applications et évolution du contrat

Sur le plan financier, le délégataire verse à la Ville une redevance reposant sur un reversement d'une part des recettes de droits de place HT et dont les modalités de calcul figurent également en annexe.

A noter également que compte tenu des charges du service, la Ville verse au délégataire une participation aux charges du service. Le montant de cette participation - actualisable annuellement en fin d'exercice - pour l'exercice est mentionné en annexe.

3. EXPLOITATION

3.1. Analyse du contexte et évolutions ponctuelles des périmètres

Aucune modification des périmètres n'est à signaler au cours de l'exercice.

3.2. Application du règlement et relationnel commerçants

Les règlements des foires ont été édictés par arrêtés municipaux du 27 septembre 2014.

Le règlement du marché datant de 2009 nécessite d'être mis à jour pour tenir compte notamment de la possibilité pour les commerçants abonnés de présenter un successeur ainsi que le prévoit la Loi Pinel du 18 juin 2014. Le délégataire se tient à la disposition de la Ville à cet effet.

Les marchés appartiennent au Domaine Public. De ce fait, le Maire et la Collectivité sont seuls titulaires de l'ensemble des pouvoirs de police et prérogatives de puissance publique, qui ne peuvent être délégués. Le contractant de la Ville intervient dès lors en appui pour la mise en œuvre des dispositions réglementaires sur le marché.

Le Délégué, de manière préventive et suite aux constats sur le terrain, diffuse diverses notes circulaires périodiques auprès des commerçants pour leur rappeler leurs obligations. Les nouveaux abonnés sont informés systématiquement du contenu du règlement.

Outre les rappels effectués par le régisseur directement, lorsque la situation l'exige à propos d'un commerçant contrevenant récalcitrant, un courrier de mise en demeure lui est transmis. Son dossier est transmis au Maire.

A l'issue de ces interventions systématiques et sur le terrain, en cas de refus persistant de se conformer aux dispositions du règlement, il est impératif alors de prononcer les sanctions prévues, pouvant aller jusqu'à l'exclusion d'abord provisoire puis de longue durée de l'intéressé. Ces sanctions, pour les mêmes raisons légales, sont prononcées par le Maire. Elles sont un acte d'exemplarité pour avoir tous effets pédagogiques sur le terrain et éviter de décrédibiliser les efforts accomplis et la répétition des actes en question.

Le régisseur effectue aussi sur le terrain un contrôle périodique des documents autorisant les commerçants à exercer une activité commerciale sur le Domaine Public, conformément au règlement des marchés. Les contrôles relatifs à la qualité des marchandises, l'hygiène, la situation fiscale et sociale des commerçants sont par contre du ressort des administrations compétentes auxquelles le Délégué communique les coordonnées de tout commerçant objet d'une enquête ou facilite l'accès au marché sur toute demande.

3.3. Fréquentations et mouvements

La fréquentation des commerçants abonnés est précisée sur l'annexe au présent rapport, qui répertorie l'ensemble des commerçants abonnés arrivés, présents ou partis au cours de l'exercice, durant l'année 2018, pour chacun des trois marchés.

13 commerçants ont mis fin à leur abonnement et 19 se sont abonnés en 2018 :

Marché du CENTRE : 4 abonnés sont partis en 2018 et 5 se sont abonnés.

Marché Chaplin : aucun changements

Marché du VERT BOIS : 9 abonnés ont quitté le marché (ou se sont désabonnés pour ne venir qu'en casuels) et 14 commerçants se sont abonnés sur le marché (pour une bonne partie des anciens casuels souhaitant un emplacement fixe). A noter que 3 d'entre eux se sont abonnés et désabonnés dans la même année.

Au-delà des mouvements intervenus, le cadre général des métiers et de l'activité des marchés est exposé ci-après.

La candidature de nouveaux commerçants peu formés

Dans le contexte économique actuel, on constate toujours que des situations personnelles complexes conduisent certains à tenter une activité sur les marchés qui représente en apparence une solution rapide, aisée et à peu de frais, pour créer sa propre activité.

Ces personnes découvrent que :

- Les marchés de forte activité sont déjà composés de commerçants fidèles, et l'accueil de nouveaux candidats y est parfois difficile du fait de la limitation du périmètre ;
- A l'inverse, les marchés qui affichent une certaine fragilité commerciale ont certes des emplacements disponibles. Ces candidats priorisent alors les sites plus dynamiques.

De ce fait, les marchés fragiles ne bénéficient pas – ou pas longtemps – de l'arrivée de ces nouveaux commerçants, alors que les marchés qui sont déjà très prisés doivent faire face à des candidatures souvent difficiles à satisfaire.

Le rôle du délégataire dans ces conditions est de sensibiliser les nouveaux candidats pour judicieusement sélectionner les produits qu'ils souhaitent vendre, de manière à créer une vraie différence avec les produits déjà présents, et à poursuivre leur présence avec assiduité de manière à se construire une clientèle. Ces démarches supposent que ces nouveaux commerçants aient un réel projet professionnel.

L'évolution de certains commerces non alimentaires

Au cours de ces années de mutation des circuits commerciaux, les réseaux d'approvisionnement se sont considérablement concentrés et réduits, les marques nationales écoulant directement leurs soldes ou fins de série, en magasins sous franchise, par internet, en magasins d'usine.

C'est la raison pour laquelle, faute de produits valorisants disponibles, un nombre croissant de commerçants se sont rabattus vers des produits importés, moins variés et de moins bonne qualité. Il faut y ajouter la recherche par les consommateurs d'un bas prix, ce qui conduit les vendeurs à adapter leur offre dans cette gamme de produits pour répondre aux vœux de la clientèle.

Evolution général du Commerce

Les statistiques nationales montrent encore la pression existante sur la consommation alimentaire et les prix de vente.

Le taux de vacance des magasins en centre-ville a augmenté face à la poursuite de l'ouverture ou extension des centres commerciaux et offres de périphérie. Les marchés montrent une résistance supérieure aux boutiques, mais sont touchés néanmoins par cette situation.

Météorologie

L'influence des conditions climatiques sur la fréquentation des marchés est de plus en plus sensible aux alertes météo trop précautionneuses qui peuvent rebuter certains commerçants à participer aux séances. Il y a quelques années, ces conditions exceptionnelles n'avaient aucune conséquence sur la venue des consommateurs et la présence des commerçants.

3.4. Personnel d'exploitation

L'équipe affectée au secteur d'exploitation est constituée de :

- un responsable régional appuyant le responsable d'exploitation
- un responsable d'exploitation

soit un effectif de deux salariés, étant précisé que pour certains d'entre eux la notion de temps partiel correspond au besoin du service.

3.5. Suivi des évolutions réglementaires

3.5.1 Présentation d'un successeur

L'avènement du droit conféré aux abonnés de présenter un successeur introduit par l'article 71 de la Loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 –codifié à l'article L.2224-18-1 du Code général des collectivités locales - dite « Loi Pinel », a commencé à créer des pressions.

En dépit de diverses circulaires préfectorales rappelant l'attribution des emplacements sur le domaine public à titre précaire et révocable, des tentatives de spéculations financières se font jour au détriment de la survie économique des nouveaux entrants.

3.5.2 Obligation de traitement des bio-déchets

Nous rappelons l'obligation de tri et de traitement des biodéchets généralisée depuis le 1^{er} janvier 2016 et concernant tous les marchés qui produisent plus de 10 tonnes de biodéchets par an. A noter que l'obligation de tri et de valorisation des bio-déchets est généralisée à tous les professionnels (y compris pour ceux produisant moins de 10 tonnes/an) à compter de 2025.

3.5.3 Interdiction des sacs plastiques

L'article 75 de la Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - codifié à l'article L. 541-10-5 du code de l'environnement prévoit l'interdiction des sacs de caisse en matières plastiques à usage unique destinés à l'emballage de marchandises au point de vente.

4. SUIVI TECHNIQUE

4.1. Entretien courant. Matériel d'exploitation

Comme pour les exercices antérieurs, les interventions d'entretien courant ont été effectuées régulièrement, dans le cadre du contrat.

Au cours de l'exercice ont été réalisés les travaux suivants :

Location d'un détecteur à métaux en avril, afin de retrouver les marqueurs des limites des installations des forains sur le parc du Jard.

Livraison de produits d'entretien et de quincaillerie pour l'année.

Contrat de propreté urbaine à l'année.

Plusieurs incidents de nettoyage ont eu lieu sur les sites :

- Sur le Marché CENTRE, les toilettes ont mal fonctionné en attente de leur réparation par les services, ce qui a occasionné quelques problèmes ponctuels.
- Les matchs de boxe organisés sous la Halle Centre ont été suivis de dégradations des locaux sanitaires.
- Le marché du VERT BOIS a connu 3 incidents post-marché en raison de l'arrêt des opérations de nettoyage dus au remballage tardif de quelques commerçants qui ont fait l'objet de sanctions par la suite.
- Le Marché Chaplin a fait l'objet de plusieurs remarques en raison du nettoyage différé au lendemain matin du parking et principalement en raison des odeurs des eaux d'écoulement du poissonnier. Il a été demandé à ce dernier de changer d'emplacement pour se placer à côté d'une évacuation d'EU directe.

4.2. Travaux

En marge des interventions d'entretien courant des installations et du matériel d'exploitation mentionnées au chapitre précédent, aucun programme de travaux importants nécessitant une approche contractuelle n'est à signaler pour l'exercice écoulé.

Interventions d'entretien des commerçants

En dépit du fait que les obligations en matière de conformité des étals et équipements personnels ou d'hygiène et sécurité relèvent de chaque occupant et n'incombent pas directement au Délégitaire, ce dernier intervient régulièrement auprès des commerçants pour les sensibiliser au respect de ces devoirs. Ainsi à titre d'exemple, le régisseur profite de chaque moment d'échange avec les commerçants, par exemple en fin de séance, pour opérer cette sensibilisation en matière de nettoyage.

COMPTES DE L'EXERCICE AFFERENTS A LA DELEGATION

4.3. Commentaires préalables

Concernant la représentation des documents comptables aux commerçants abonnés (droits de place et prestations diverses), il est rappelé que le décompte détaillé et personnalisé est remis systématiquement aux intéressés lors des modifications tarifaires, des modifications d'étal ainsi qu'à tout nouvel abonné.

4.4. Comptes de l'exercice

Le rapport financier (recettes-dépenses) est présenté selon les normes du plan comptable de 1982 et annexé audit rapport.

L'étude des recettes, tant casuels qu'abonnés, montre une relative stabilité.

Légère augmentation des recettes abonnés semestrielles sur CENTRE et stabilité sur le VERT Bois.

Les recettes des casuels baissent légèrement mais régulièrement sur le marché CENTRE et s'effondrent sur le marché du Vert Bois au second semestre 2018.

Ceci est essentiellement dû aux conditions météo défavorables, ainsi qu'à un départ de plusieurs commerçants qui, de leur propre aveu, recherchent un marché plus confortable et plus fréquenté.

La redevance prévue est de 65% des sommes excédant 131.000 € HT (à indexer) de droits de places.

Le total des droits de place cette année a été de 110 347,46 € HT.

Les recettes des marchés, sur une année complète, ne permettent pas de dégager un résultat positif sur cette exploitation.

5. SYNTHESE GENERALE

5.1. Analyse qualitative du service

L'entreprise délégataire intervient dans les domaines prévus au contrat : le placement, la perception des droits de places, le nettoyage des lieux une fois la séance de marché achevée. La Ville assume les autres tâches et le présent rapport s'interdit de commentaires à ce propos.

Au cours de l'exercice 2018, l'entreprise a assuré l'ensemble des tâches lui revenant contractuellement.

5.2. Indicateurs qualitatifs

Lors de l'exercice 2018, l'ensemble des interventions, lors des séances de marché, ont été réalisées par le délégataire tant sur le plan contractuel que technique, conformément aux dispositions prévues au contrat. Il en est de même pour celles relatives aux rapports avec les usagers commerçants.

Plusieurs mises en demeure ont dû être adressées, courant 2018, à certains commerçants

- qui ne respectaient pas les délais de règlement de leurs droits de place,
- qui ne respectaient pas les horaires de remballage en fin de séance,
- qui ne respectaient pas leurs obligations de propreté et nettoyage en fin de marché.

6. ANNEXES

- ~~Liste des commerçants abonnés,~~
- Rapport financier,
- Tarifs,
- ~~- Attestation d'assurance.~~

Ville de

SAINT DIZIER

Comptes de l' Exercice 2018

RECETTES

		Abonnés	Casuels	Total
Marché	Centre, Vert-Bois, Chaplin	51 271,05 €	19 861,11 €	71 132,16 €
Fête Foraine			39 215,30 €	39 215,30 €

Participation Ville	25 000,00 €	25 000,00 €
Impayés	-250,75 €	-250,75 €

TOTAL DES RECETTES	135 096,71 €
---------------------------	---------------------

DEPENSES

Redevance	Seuil de droits de place	Base	131 000,00 €	0,00 €
K=	1,0289	soit	134 785,90 €	

Achats et Charges Externes	123 139,47 €
Salaires et charges sociales	42 815,97 €
Frais financiers	1 067,78 €

TOTAL DES DEPENSES	167 023,22 €
---------------------------	---------------------

RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-31 926,51 €
--	---------------------

REPORT DEFICITAIRE AU 31/12/2017	-27 520,00 €
NOUVEAU REPORT DEFICITAIRE AU 31/12/2018	-59 446,51 €

Ville de SAINT DIZIER

Comptes de l'Exercice 2017
du 01/07/2017 au 31/12/2017

RECETTES

	Abonnés	Casuels	Total
Marché	25 100,88 €	12 138,13 €	37 239,02 €
Fête Foraine		8 782,07 €	8 782,07 €
Divers	12 500,00 €		12 500,00 €
Impayés	-1 613,15 €		-1 613,15 €
TOTAL DES RECETTES			56 907,93 €

DEPENSES

Redevance	Seuil de recettes non atteint -131 000/2 = 65 500)	0,00 €
Achats et Charges Externes		67 816,70 €
Salaires et charges sociales		16 611,23 €
TOTAL DES DEPENSES		84 427,93 €

RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-27 520,00 €
--	---------------------

REPORT DEFICITAIRE AU 31/12/2016	0,00 €
NOUVEAU REPORT DEFICITAIRE AU 31/12/2017	-27 520,00 €

2018 SAINT DIZIER CA total

sem 1

sem 2

2018

casuels 2018

Total général casuels TTC	13 407,63 €	11 024,47 €	24 432,10 €
Soit HT	11 173,03 €	9 187,06 €	20 360,09 €

Abonnements 2018

Total général abonnés TTC	29 820,00 €	31 201,96 €	61 021,96 €
Soit HT	24 850,00 €	26 009,13 €	50 859,13 €

Foires

total recettes TTC	32 429,15 €	14 629,21 €	47 058,36 €
Soit HT	27 024,29 €	12 191,01 €	39 215,30 €

CA Total TTC			132 512,42 €
CA total HT			110 434,52 €

SAINT DIZIER Recettes Globales 2018 sem 1

CENTRE

VERT BOIS

CHAPLIN

casuels 2018

Janvier	488,28 €	1 026,00 €	10,80 €
Fevrier	573,60 €	1 019,70 €	46,34 €
Mars	934,83 €	1 037,52 €	39,60 €
Avril	1 096,72 €	1 740,42 €	73,26 €
Mai	1 171,28 €	1 423,62 €	55,44 €
Juin	1 009,00 €	1 619,64 €	41,58 €

Total	5 273,71 €	7 866,90 €	267,02 €
-------	------------	------------	----------

Total général casuels TTC	13 407,63 €
Soit HT	11 173,03 €

Abonnements 2018

Trim 1	8 014,67 €	6 973,39 €	114,66 €
Trim 2	7 891,31 €	6 711,31 €	114,66 €

Total	15 905,98 €	13 684,70 €	229,32 €
-------	-------------	-------------	----------

Total général abonnés TTC	29 820,00 €
Soit HT	24 850,00 €

Foire de Pâques

total recettes TTC	32 429,15 €
Soit HT	27 024,29 €

CA 1er semestre TTC	75 656,78 €
CA 1er semestre HT	63 047,32 €

SAINT DIZIER Recettes Globales 2018 sem 2

CENTRE

VERT BOIS

CHAPLIN

casuels 2018

Juillet	929,93 €	1 576,08 €	27,72 €
Aout	727,11 €	1 104,84 €	- €
septembre	1 151,25 €	1 099,82 €	47,52 €
Octobre	995,68 €	892,98 €	23,76 €
novembre	347,19 €	629,64 €	61,38 €
Decembre	785,87 €	592,02 €	31,68 €

Total	4 937,03 €	5 895,38 €	192,06 €
-------	------------	------------	----------

Total général casuels TTC	11 024,47 €
Soit HT	9 187,06 €

Abonnements 2018

Trim 3	7 823,69 €	6 737,45 €	117,42 €
Trim 4	8 811,76 €	7 588,38 €	132,26 €

Total	16 635,45 €	14 325,83 €	249,68 €
-------	-------------	-------------	----------

Total général abonnés TTC	31 210,96 €
Soit HT	26 009,13 €

Foire de la Ste Catherine

total recettes TTC	14 629,21 €
Soit HT	12 191,01 €

CA 2ème sem 2018 TTC	56 864,64 €
CA 2ème sem 2018 HT	47 387,20 €

Ville de SAINT DIZIER

Foire de Pâques 2018

Recettes : 32 429,15 € TTC

Foire de la Ste CATHERINE 2018

Recettes : 14 629,21 € TTC